

Le gouvernement déclare, d'une part, que nos producteurs produisent trop et sont trop efficaces, et, d'autre part, la Commission leur conseille de se perfectionner afin de devenir plus efficaces. Peut-on imaginer recommandations plus irresponsables et plus insensées! Ce qui me porte à me demander si le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement canadien ne proposent pas vraiment aux agriculteurs de s'occuper de leurs propres affaires et de vendre leurs propres produits, même s'il existe déjà des moyens de remédier à la situation.

Nous savons tous, j'en suis certain, que l'industrie agricole canadienne connaît une période de transition. Pourtant, en même temps, des millions de gens, dans le monde, font face à la famine. En réalité, le Canada doit augmenter son programme bilatéral d'aide alimentaire. Il peut s'agir de paiements réels en devises locales, mais il faut quand même attacher certaines conditions à la vente de nos denrées. Là aussi, nous pouvons prendre des exemples aux États-Unis. Dans certains cas, ils exigent des pays producteurs de blé qu'ils produisent aussi des céréales commerciales. C'est pourquoi le Canada perd beaucoup de débouchés.

Nous savons aussi qu'aujourd'hui le Canada a un retard de quelque 100 millions de dollars pour l'exécution de ses programmes d'aide étrangère. Que nous parlions de réduire notre production alors qu'une telle situation existe me surprend un peu. Il semblerait qu'en somme nous disions aux gens de ces régions que nous nous désintéressons d'eux, même en ce qui concerne une aide conditionnelle, ou bilatérale et des programmes de crédit à long terme.

Il y a eu à la Chambre—notamment pendant la période des questions orales—de nombreux débats concernant les échanges de troc en ce qui concerne le blé. Nous reconnaissons tous que ce commerce n'est pas dans l'intérêt de notre agriculture s'il affecte les échanges normaux en matière de céréales. Néanmoins, pendant ce temps, il y a aux États-Unis la loi 480 dont l'article 3 prévoit les échanges de troc pour les céréales afin de répondre aux besoins des agences gouvernementales américaines. Dans tous les cas où le gouvernement pourrait mettre au point, avec les pays en voie de développement, et même avec des pays industrialisés, un système de troc pour les céréales qui n'affecterait pas l'équilibre prévu aux termes des règlements de la Commission canadienne du blé, il n'aurait pas tort, à mon sens, de le faire. Au cas où un tel système ne perturberait pas le cours

normal des échanges, le ministre d'État m'obligerait en indiquant à la Chambre pourquoi il s'oppose si obstinément à tout échange de troc pour les céréales.

Il est un autre point qui nécessite absolument des éclaircissements. Nous avons entendu le ministre de l'Agriculture (M. Olson) parler de l'opposition au bill C-197. Le NPDP est absolument en faveur d'un Conseil national de commercialisation. Parallèlement, nous voulons nous assurer que le gouvernement se rend compte que les producteurs doivent être largement représentés au sein de ce Conseil. Si le ministre de l'Agriculture, avec toutes ses sages déclarations d'aujourd'hui, était intervenu à propos du bill C-197 et avait affirmé que les producteurs seraient représentés, je suis certain que le bill aurait été renvoyé au comité, serait revenu à la Chambre et serait probablement en vigueur maintenant, si le gouvernement avait jamais eu l'intention de le mettre en vigueur de cette façon. Nous avons également entendu beaucoup de gens prétendre que l'économie agricole avait été rabaissée. Si le gouvernement a raison de laisser entendre que les partis d'opposition essaient de rabaisser l'économie agricole, qu'il le dise ouvertement. Le fait demeure que c'est lui qui fait fi de l'agriculture et des producteurs. Lorsque les députés, particulièrement ceux du centre du Canada, font des remarques générales sur l'industrie agricole au Canada, ils déprécient, de fait, l'économie agricole.

J'ai été heureux d'entendre le ministre de l'Agriculture nous dire que celle-ci est l'une des plus importantes industries du pays. Je voudrais qu'il dise à certains de ses collègues du cabinet que l'agriculture est aussi importante au Canada et qu'ils devraient l'admettre s'ils veulent vraiment éviter la division complète de notre pays en cette période difficile. Nous savons que nous traversons actuellement une crise agricole au Canada. Le gouvernement le sait aussi. Lorsque nous jetons un coup d'œil sur la situation dans l'Est du pays en ce qui concerne les diverses compagnies d'instruments aratoires et les travailleurs de l'automobile, sur le chômage élevé et tous leurs effets néfastes sur l'économie agricole, nous devrions constater qu'il est grand temps de faire quelque chose pour que les cultivateurs disposent des capitaux voulus.

Nous savons que le Canada pourrait immédiatement approvisionner en céréales certains de ses marchés d'outre-mer. Toutefois, il arrive ce qui est déjà arrivé trop souvent: notre gouvernement est incapable de vendre nos céréales. S'il se préoccupait réellement